

IV^e CONFÉRENCE INTERNATIONALE
POUR L'IDENTITÉ CULTURELLE

Dakar, 15-16-17 mai 1985

Page 6 intervention M.M.

RAPPORT DE LA COMMISSION

"INFORMATIQUE ET TELEMATIQUE"

PRESIDENT : DANIEL BAMOGO (BURKINA FASO)

RAPPORTEUR : GERARD VERROUST (FRANCE)

Comme l'a dit notre Président Daniel BAMOGO, dans son exposé inaugural, la commission s'est occupée des machines de traitement automatique, de transmission de l'information, de ces objets matériels qui, en eux-mêmes et par leurs usages peuvent être porteurs de bouleversements culturels exaltants ou désastreux.

Il s'agit d'une question essentielle car la Révolution Scientifique et Technique contemporaine pose à toute l'humanité des problèmes culturels d'une ampleur sans précédent.

L'objet technique même le plus banal, le plus anodin peut être l'aboutissement d'une longue histoire et le départ d'une épopée; il peut aussi être le plus libérateur et le plus destructeur.

Retrouver, car elles y sont, au cœur des civilisations les plus diverses les sources scientifiques et culturelles des réalisations techniques les plus prestigieuses d'aujourd'hui c'est refuser le mépris, l'aliénation du folklore, c'est mettre les irremplaçables richesses de toutes les civilisations dans leur diversité au service du progrès de toute l'humanité.

.../...

Dans notre domaine, nous avons ainsi travaillé exactement dans l'esprit de la Conférence et nos propositions ont visé, au delà de l'attitude négative suicidaire du refus, l'appropriation des énormes possibilités des sciences et techniques actuelles pour les mettre au service de l'épanouissement de l'homme et de l'enrichissement de toutes les cultures.

Nous avons réparti nos travaux selon 4 thèmes :

- 1 - Politique informatique des Etats et communautés culturelles : buts, problèmes, résultats.
- 2 - Relations homme-machine. Culture et choix technologiques. Incidence culturelle du choix technique, mise des techniques au service des cultures.
- 3 - Enseignement et popularisation de l'informatique, nouvelle alphabétisation.
- 4 - Télématic et communication, du télégraphe au satellite.

Pour chaque thème, nous avons sérié :

- exposé d'expériences.
- problèmes rencontrés (succès, échecs).
- leçons à tirer débouchant sur des propositions concrètes.

Nous avons travaillé à partir de 15 exposés répartis dans ces quatre thèmes. Il n'est pas question d'explicitier ici la richesse des débats.

Des constats déjà faits auparavant ont été retrouvés. Conformément à l'esprit de notre Conférence, il a été présenté et analysé des réalisations effectives parfois exemplaires pouvant être généralisées ou transposées.

Enfin, nous avons abouti à un certain nombre de propositions concrètes.

Dans la première partie, Madame Louise TALO MODO de la République Centrafricaine nous a fait un brillant exposé qui a d'emblée posé les problèmes fondamentaux de l'informatisation des pays du Tiers-Monde.

"Le plus fort écrase le plus faible" a-t-elle résumé de manière lapidaire.

A partir du constat du caractère objectivement terroriste du mode actuel de transfert technologique, elle a insisté sur l'importance de créer des conditions pour que les utilisateurs fassent les choix techniques, définissent leurs vrais besoins et donc que s'organisent les compétences nécessaires.

Nous avons retrouvé ce problème dans l'exposé de Monsieur Daniel BAMOGO du Bourkina Faso qui a en outre dénoncé les mystifications dont l'informatique est sujet, objet et instrument.

Monsieur Pascal RATOVONDRAHONA de Madagascar a, en reprenant le même constat, montré comment dans son pays ceci a abouti à un refus, un rejet de l'informatique ce qui risquait, évidemment à long terme, d'être une attitude suicidaire.

Une discussion animée à suivi ces trois exposés, discussion au cours de laquelle Monsieur BAMOGO a parlé de l'initiative de la création de l'Union Africaine des Professionnels de l'Informatique qui envisage de réaliser un laboratoire d'informatique panafricain. Nos amis Sénégalais nous ont fait part des organismes mis en place chez eux.

Il a résulté de cette discussion une Proposition :

Année internationale de l'informatique au service du développement économique et culturel. Sensibilisation, élaboration de cahier des charges, laboratoires internationaux pour pays à problèmes similaires, actions régionales (en Afrique par exemple). Ce pourrait être fait par l'UNESCO qui, on le rappelle, a créé en 1959 la Fédération Mondiale d'Informatique, l'IFIP.

Puis Jean BECAM, Président de l'AILF, nous a exposé les problèmes posés à l'identité culturelle française par l'usage en informatique d'une langue étrangère. Nous avons constaté que certains pays développés comme la France ou l'Italie rencontrent exactement les mêmes problèmes que nombre de pays du Tiers-Monde. On a pu dire avec humour : "France, Afrique, même combat".

Enfin, Alain SOULOUMIAC après avoir rappelé que l'informatique entraîne des changements profonds dans tous les aspects de l'activité humaine à énuméré nombre de péripéties dans la guerre que^{se} livrent certaines grandes Sociétés d'informatique multinationales et les pays qui prennent des mesures pour développer leur propre informatique nationale (Inde, Brésil, Mexique, par exemple).

Puis, abordant le second thème, il a parlé d'un sujet qu'il connaît particulièrement bien : le problème des implications culturelles des normes et standards nationaux et internationaux. Nous avons en France entrepris une action pour que les standards internationaux ne nous imposent pas des claviers conçus uniquement pour la langue anglaise. Et nous avons constaté que nos amis québécois de leur côté, menaient la même action. Par ailleurs un problème similaire se rencontre également pour beaucoup de pays asiatiques.

D'où une Proposition :

Coordination des politiques de standardisation pour des pays ou communautés ayant des cultures ou des langues communes ou voisines.

Nous arrivons ainsi clairement au deuxième point.

Dans un exposé admirable qui a soulevé l'enthousiasme de toute la commission, Monsieur Aitaka OHSMIMA, Conseiller à l'Ambassade du Japon à Dakar, nous a expliqué comment, alors que le développement de l'informatique au Japon risquait de conduire à l'abandon des idéogrammes KANJI, expression d'une très riche culture millénaire, la volonté du peuple Japonais de défendre sa culture a conduit une réalisation technique admirable.

Non seulement, celle-ci permet l'emploi des idéogrammes dans toutes les techniques modernes, mais de plus, la réappropriation de cette écriture prestigieuse par tous les utilisateurs. Elle a en outre conduit à fabriquer des équipements (imprimantes graphiques par exemple) qui ont des applications dans le monde entier. Lorsqu'une volonté politique et morale existe, la technique peut être mise au service de la culture et la science moderne apporte des solutions aux problèmes apparemment les plus insolubles.

Notre ami Chinois Yeung Yiu Pond a montré les problèmes posés en informatique par l'écriture chinoise et une discussion a permis de voir quelle solution pourrait être mise en oeuvre à partir de la réalisation japonaise.

Madame Geneviève MAYER DE BECO a analysé le problème des conséquences culturelles des choix techniques faits sur ces machines qui se répandent actuellement et qui parlent directement à leurs utilisateurs avec des voix humaines (automobiles, électroménagers, téléphones répondeur automatique, ...). De tout ceci, il est résulté une Proposition :

| Création d'un Centre de recherches et d'études des identités
| culturelles humaines dans la communication homme-machine.

Le troisième point a été abordé par un exposé de Monsieur Daniel GRAS, Conseiller pour la politique informatique auprès de Monsieur Jean-Pierre CHEVENEMENT, Ministre Français de l'Education Nationale. Après avoir rappelé les dimensions historiques et sociales de la révolution informatique, Monsieur GRAS nous a exposé toute la politique mise en oeuvre pour l'introduction de l'informatique sous tous ses aspects dans l'enseignement primaire et secondaire. Tous les aspects ont été examinés et les problèmes explicités la France ayant maintenant, vu l'importance ^{de} ses programmes, une expérience précieuse. Conformément au souci de la Conférence de présenter du concret, Monsieur GRAS fait d'ailleurs fonctionner un exemplaire du réseau micro-informatique scolaire français à l'exposition.

Madame Madeleine CHAMPAGNE, Québécoise nous a expliqué comment on a, au Québec, utilisé l'enthousiasme d'un mouvement associatif pour faire réaliser par un très grand nombre d'intervenants hautement motivés des didacticiels en français.

Il en est résulté une Proposition fondée sur le constat que pour diffuser de bons didacticiels, il faut qu'ils aient été élaborés par une industrie du logiciel très hautement professionnelle. De l'idée au produit industriel; faire de l'idée de génie d'un enseignant du terrain, un véritable produit industriel.

Création d'organismes ou d'ateliers de coordination permettant la mise en commun de moyens logiciels pour la réalisation de didacticiels de qualité. Atelier logiciel international par groupe de communautés culturellement affinitaires. Noyaux de didacticiels adaptables à diverses cultures.

Monsieur Marc MAUVY, de la ville de Gennevilliers nous a expliqué le fonctionnement et les résultats d'une expérience municipale très célèbre en France de formation massive à l'informatique de jeunes d'une grande ville industrielle comportant 33 % d'immigrés, à partir d'ateliers populaires/centres de ressources de quartier.

Il avait amené avec lui à titre de preuve, la plus belle chose au monde : un être humain ; un jeune Sénégalais revenu au pays après avoir appris l'informatique professionnelle dans un de ces ateliers.

Je ne détaillerai pas ici cette très importante et très riche contribution mais il en est résulté une Proposition visant à généraliser et à étendre à travers le monde le succès de cette réalisation.

Organisation d'un système de jumelage et de collaboration des clubs et centres de formation à l'informatique entre pays (échanges, communications, parrainage) et en particulier collaboration avec les pays d'origine pour la formation à l'informatique des jeunes migrants de pays développés.

Enfin les travaux sur la 4e partie télématique et communication ont débuté par un exposé de Madame Catherine BERTHO, Membre du Cabinet de la Direction Générale des Télécommunications Françaises et historienne célèbre du téléphone.

A travers un exemple précis étudié en détail, celui de l'introduction massive en France du réseau Télétel, elle a montré quels pouvaient être les enjeux politiques et culturels, souvent insoupçonnés, de l'arrivée d'une nouvelle technique de communication.

Puis Monsieur Philippe DUPUIS du CNET qui étudie les aspects techniques du futur satellite africain de télécommunication nous a permis d'aborder un sujet essentiel : quelles doivent être les caractéristiques d'un satellite de communication qui répondent effectivement aux besoins véritables du continent africain ? Or, ces besoins sont spécifiques et les conséquences culturelles de tel ou tel choix peuvent être énormes : pourra-t-on recevoir avec un équipement léger de tous points de la brousse de la forêt ou faudra-t-il des stations lourdes ? D'où une Proposition :

Mise en place d'une structure destinée à définir les besoins propres de l'Afrique pour fixer les caractéristiques du satellite africain dont l'utilité est unanimement reconnue.

Enfin, Mademoiselle Marie-Pascale KRUMNOW de la Documentation Française qui présente des banques de données à l'exposition nous a dit où en était le problème de l'existence d'un monopole des banques de données dans un seul pays et des efforts faits en France depuis quelques années pour mettre fin à cette situation dont on n'apprécie pas toujours assez les énormes dangers. Il en est résulté une Proposition :

Règlementation de l'implantation des serveurs de banques de données pour éviter une dépendance économique et culturelle et dans l'immédiat, accès aux serveurs pour les pays concernés par des données stockées.

C'est en fait transposer à l'échelle internationale entre les cultures et nations les garanties qui protègent les droits des individus contre les usages abusifs des fichiers informatiques nominatifs.

Il nous faut maintenant passer aux actes.

